

# Travailler tous et mieux

## La droite veut en finir avec les 35 heures. Mais l'idée selon laquelle augmenter la durée du travail relancera la croissance est erronée et ridicule

La droite a donc décidé de porter l'estocade finale et de mettre enfin en oeuvre ce qu'elle souhaitait depuis si longtemps : en finir avec les 35 heures. Tout au long de la campagne du candidat Sarkozy, puis de la première année de gouvernement, cette antienne a été à la fois son obsession et le bouc émissaire de ses échecs économiques. Il est temps, sur ces questions, que la gauche sorte de ses atermoiements et affirme clairement sa position.

Répétons d'abord avec force que la réduction du temps de travail n'a en aucune manière été la catastrophe que l'on se plaît à nous décrire. Certes, il y a des secteurs où la flexibilité ou l'intensification du travail ont été excessives, certes, la réforme a été un échec à l'hôpital, certes, des entreprises ont été confrontées à des rigidités. Mais reconnaissons que les lois Aubry ont créé près de 350 000 emplois, que les entreprises ont gagné en souplesse, que les salariés ont gagné en qualité de vie, que la dynamique de négociation a été sans précédent et que l'on n'a en aucune manière observé une perte du sens de l'effort et du travail chez nos concitoyens.

Bien au contraire, pendant toute cette période (de 1997 à 2002), la croissance française a été très supérieure à la croissance européenne, la compétitivité s'est constamment améliorée et 2 millions d'emplois ont été créés (un record pour une économie qui, en un siècle, de 1896 à 1997, n'avait créé que 3 millions d'emplois). C'est aussi la seule période depuis vingt-cinq ans où notre pays a réduit fortement ses déficits, diminué sa dette et engrangé des excédents extérieurs record. Dans tous ces domaines, c'est l'inverse qui s'est produit depuis 2002 : la France accumule la dette et les déficits extérieurs et publics, crée peu d'emplois et est à la traîne de la croissance européenne.

Il faut enfin faire un sort à cette idée ridicule qu'augmenter la durée du travail serait la seule manière pour la France de retrouver son rang. D'abord, parce que contrairement à tout ce que l'on nous assène, les salariés français travaillent plus en moyenne par semaine (36,5 heures) que les Allemands (34,6 heures), dont la santé commerciale est florissante, que les Scandinaves (34,5 heures au Danemark, 35,6 heures en Suède et 33,2 heures en Norvège), qui affichent les meilleures performances économiques et sociales du monde, que les Néerlandais (29,5

heures) et même que les Américains (33,9 heures).

Ensuite parce que ce qui caractérise le développement économique depuis la révolution industrielle, c'est la relation étroite entre la réduction du temps de travail et les gains de productivité.

---

### Dominique Meda

Sociologue

---

### Pierre-Alain Muet

Economiste, Député PS,

---

Dans tous les pays industrialisés, on travaille deux fois moins longtemps et on produit vingt fois plus en une heure de travail qu'il y a cent trente ans. Cela se retrouve dans la dispersion des durées hebdomadaires du travail en Europe : c'est dans les pays les plus développés que la durée hebdomadaire du travail est la plus faible et dans les moins développés qu'elle est la plus longue (plus de 40 heures dans l'est de l'Europe et plus de 50 heures en Turquie).

#### DISCOURS DE PÈRE FOUETTARD

En privilégiant les heures supplémentaires des salariés à temps complet, le gouvernement tourne le dos à ceux qui ont réellement besoin de travailler plus pour gagner plus : les chômeurs, les allocataires de minima sociaux qui n'accèdent pas à un accompagnement vers l'emploi, les salariés travaillant sur des temps partiels courts et mal rémunérés, qui voudraient bien travailler plus (1,2 million de personnes) mais ne décident pas de leur temps de travail. Notre économie pâtit du faible taux d'emploi des seniors et d'un taux d'emploi des femmes beaucoup moins élevé que celui des pays nordiques, tout particulièrement lorsqu'elles ont de jeunes enfants (vingt points de moins que les taux masculins dans cette catégorie !). Voilà où se trouvent les heures de travail perdues, voilà ceux à qui nous devons redonner de l'emploi, voilà ceux dont le retour en activité nous permettra de parler à nouveau, comme d'un objectif profondément désirable, du plein-emploi.

Sortons enfin du discours moralisateur et de Père Fouettard que la droite se plaît à nous tenir : les Français, ensorcelés par les 35

heures, auraient collectivement choisi le loisir contre le travail. Il n'en est évidemment rien. C'est méconnaître une part immense des activités humaines, tant en temps qu'en charge affective, que l'on peut appeler - au choix - domestiques, parentales ou familiales et qui incombent encore souvent aux femmes dans notre pays. Mal réparties, ces activités peuvent handicaper l'accès des femmes à l'emploi, alors qu'elles sont absolument essentielles au développement de nos sociétés.

Les 35 heures s'inscrivaient bien dans la perspective d'une meilleure répartition non seulement de l'emploi, mais aussi de ces activités qui fondent la vie commune. Toutes les enquêtes mettent d'ailleurs en évidence, non seulement que les 35 heures ont très majoritairement été consacrées, par les hommes et les femmes, aux activités familiales, mais aussi que les Français continuent à souhaiter, plus encore que les autres pays européens, disposer de plus de temps pour les activités parentales. Pour une majorité de nos concitoyens, l'emploi idéal est précisément celui qui permettrait de concilier vie professionnelle et vie familiale.

Deux grandes réformes sont donc devant nous et doivent constituer pour les socialistes la priorité. Premièrement, plutôt que de réparer (mal) et de subventionner le développement d'emplois précaires, peu qualifiés, bref, des *bad jobs*, la puissance publique doit investir massivement dans la qualification à tous les âges de la vie, dès le plus jeune âge, de manière à doter chacun le plus équitablement possible des capacités qui lui permettront de s'orienter, d'accéder à l'emploi et de participer pleinement à la vie sociale. Le développement d'un service public d'accueil de la petite enfance et la qualité de l'emploi en constituent deux éléments-clés.

Deuxièmement, réorganiser en profondeur les services publics chargés de l'emploi et de l'insertion pour les faire passer de l'ère du contrôle et de la prescription à celui de la décentralisation et de l'aide bienveillante. L'objectif est de permettre à tous les chômeurs de bénéficier d'un accompagnement personnalisé vers l'emploi et à tous les travailleurs de disposer d'une assurance emploi effective. L'exemple des pays nordiques montre que cela ne peut se réaliser qu'en donnant toute sa place à la négociation sociale. Il s'agit là de la clef d'un véritable plein-emploi qui permette à la fois de travailler tous et de travailler mieux.